

Sfdi Bureau des jeunes chercheurs

Lettre du réseau des Jeunes Chercheurs de la SFDI

Chers membres du réseau des jeunes chercheurs,

Voici, avec un peu de retard, la dernière lettre de l'année 2015. Elle permet de célébrer la première année de sa propre existence, puisque la Lettre n°1 a été envoyée en décembre 2014.

En une année seulement, la Lettre a beaucoup évolué. Passant de 5 pages à au moins 10, elle réunit dorénavant 7 contributeurs réguliers (que vous êtes amicalement invités à rejoindre d'ailleurs) et est transmise à plus de 180 juristes en France et au-delà (Belgique, Québec, Cameroun au moins).

De nouveaux doctorants et d'autres chercheurs pourraient rejoindre notre réseau à la suite des prochains appels en janvier 2016, portant à plus de 200 le nombre de destinataires de cette lettre d'information.

Sur la forme, un nouveau graphisme (ou devrait-on dire un graphisme tout court), plus ergonomique, plus pratique et d'une manière générale plus agréable devrait voir le jour en janvier 2016. Plusieurs mois de travail ont été nécessaires pour le penser et le façonner. On y retrouvera le sommaire, la liste des contributeurs et toutes les rubriques actuelles.

Les derniers ajustements sont en cours et nous espérons que le résultat vous satisfera.

Sur le fond, tout en demeurant liés par notre objectif de départ, c'est-à-dire proposer non pas des analyses comme il s'en trouve beaucoup sur le net aujourd'hui mais plutôt une « revue des revues », une veille et une centralisation mensuelle de la production jurisprudentielle et doctrinale sur internet, la Lettre s'est largement étoffée, rendant même justifiable l'ajout d'un sommaire. D'une dizaine de blogs et sites et quatre veilles jurisprudentielles, nous sommes passés à plus de 20 blogs et sites en langues française et anglaise, plus sept veilles jurisprudentielles régulières.

Rendre la Lettre plus complète encore est possible, si de nouveaux contributeurs viennent rejoindre l'équipe en place. Nous insistons sur le fait que contribuer à la Lettre n'est pas très compliqué et ne demande pas un investissement démesuré, surtout si la veille est effectuée dans votre domaine de recherche : il suffit de transmettre, autour du 5 de chaque mois, la liste des jurisprudences / décisions rendues, avec un lien y renvoyant et, si possible, un rapide résumé des points clés ou des thèmes abordés (quelques lignes). Le Bureau se charge de la centralisation, de la relecture, de la mise en page et de l'envoi. Si vous disposez d'une à deux heures (maximum, selon la juridiction / l'organe choisi) par mois pour partager votre veille, écrivez-nous !

À ce propos, nous souhaiterions dès janvier 2016 inaugurer une nouvelle rubrique : « Actualité Conventionnelle » - le titre peut évoluer. Il s'agirait de lister d'une part les nouvelles conventions multilatérales ou bilatérales d'importance notable ouvertes à la signature, en renvoyant en lien vers le texte et si possible en résumant par quelques lignes leur contenu général ; d'autre part les nouvelles ratifications de Conventions plus anciennes, la levée remarquable de réserves ou encore les retraits. Si nécessaire, la rubrique peut être scindée et assurée par deux personnes. Si vous êtes intéressé(e) par cette rubrique, qui ne verra naturellement le jour que si quelqu'un s'en charge, n'hésitez pas à nous contacter.

N'hésitez pas non plus à nous transmettre vos avis, remarques, conseils et suggestions à propos de cette Lettre, des précédentes et des suivantes. Nous attendons toujours avec impatience vos retours, positifs comme négatifs.

En vous souhaitant une bonne lecture et de très bonnes fêtes de fin d'année,

Bien cordialement,
Le BJC

L'ÉQUIPE DE LA LETTRE DU RÉSEAU

N'hésitez pas à la rejoindre !

MISE EN PAGE, CENTRALISATION ET RELECTURE

Raphaël MAUREL
Isis RAMIREZ-GODELIER

CONTRIBUTEURS RÉGULIERS

Veille des blogs en rapport avec le droit international

Revue des blogs en langue française		<i>p. 3</i>
Raphaël MAUREL	Université d'Auvergne	
Isis RAMIREZ-GODELIER	Université de Rennes 1	
Revue des blogs en langue anglaise		<i>p. 4</i>
Vinc OKILA	Université Paris 13	
<i>Veille jurisprudentielle</i>		<i>p. 8</i>
CEDH		
Charlotte BLANC-FILY	Université de Montpellier 1	
CIDH		
Marie ROTA	Université de Caen	
CIRDI		
Vincent BELIER	Université de Rennes 1	
CJUE et TUE		
Charlotte BLANC-FILY	Université de Montpellier 1	
Conseil d'État français		
Raphaël MAUREL	Université d'Auvergne	
CPI		
Aurore STEPHAN	Université de Rennes 1	
TPIR / TPIY		
Aurore STEPHAN	Université de Rennes 1	

SOMMAIRE

<i>Nouvelles du réseau</i>	<i>p. 3</i>
<i>Veille des blogs en rapport avec le droit international</i>	<i>p. 4</i>
<i>Veille jurisprudentielle</i>	<i>p. 8</i>
<i>Prochains colloques et séminaires</i>	<i>p. 12</i>
<i>Compte-rendu et actes de colloques</i>	<i>p. 12</i>
<i>Candidatures</i>	<i>p. 13</i>
<i>Suggestion de (re)lecture</i>	<i>p. 13</i>

Nouvelles du réseau

La section Jeunes chercheurs du site de la SFDI se remplit. En plus de vous présenter notre réseau et les activités que nous tentons de développer, nous vous proposons d'y retrouver toutes les lettres mensuelles, ainsi que bientôt les publications de nos demi-journées. Allez-y jeter un coup d'œil et n'hésitez pas à nous faire des suggestions !!

Certains d'entre vous le connaissent déjà, le Philip C. Jessup International Law Moot Court Competition aura lieu du 3 au 5 mars prochain à Paris. Ils sont à la recherche de juges, n'hésitez pas à aller regarder !

Publications de blogs juridiques en rapport avec le droit international

N'hésitez pas à nous transmettre les liens d'autres blogs ou sites proposant un contenu en droit international !

MULTIPOL - Réseau d'analyse et d'information sur l'actualité internationale

Catherine MAYA, « ACTU : Adhésion du premier Etat insulaire du Pacifique au Pacte mondial contre la pêche illicite », 8 décembre 2015.

La lettre « Actualités Droit-Libertés » (ADL) du CREDOF

Nicolas KLAUSSER, « Le droit de séjour pour soins en Belgique et en France : Des restrictions certaines, un avenir incertain », 11 décembre 2015.

Robin MEDARD, « Provocation à la discrimination et appel au boycott de produits étrangers : La Cour de cassation tranche le débat », 8 décembre 2015

Thomas DUMORTIER, Frédéric GUIMARD, Ismaël OMARJEE et Marc TOUILLIER, « Chronique de droit des discriminations (octobre 2014-avril 2015) », 2 décembre 2015

Chroniques internationales collaboratives

L'équipe des chroniques internationales collaboratives, « 13.11.2015 Massacres à Paris », 27 novembre 2015.

Centre de droit international de l'ULB

Olivier CORTEN, « Declare Independence (Björk) : le droit à l'autodétermination en question », 2 décembre 2015.

Sentinelle, la page web des informations internationales

Bulletin n°456 du 13 décembre 2015

Bulletin n°455 du 6 décembre 2015

Publications des blogs juridiques (langue anglaise) en rapport avec le Droit international

Avec la contribution de Vinc Okila

AJIL Unbound - online-only publication and blog of the American Journal of International Law

“Introduction to Symposium: The Pope's Encyclical and Climate Change Policy”, Tom Ginsburg, 25 novembre 2015. Sur le même thème, lire également les contributions de Dale Jamieson (ici), Daniel Bodansky (ici), Dinah Shelton (ici), Ileana M. Porras (ici), Lavanya Rajamani (ici) et Lincoln L. Davies (ici).

ASIL Insights - American Society of International Law

“The TPP's Contribution to Public International Law”, Simon Lester, 02 décembre 2015.

“Impunity of Military Peacekeepers: Will the UN Start Naming and Shaming Troop Contributing Countries?”, Rembert Boom, 24 novembre 2015.

Asser International Sports Law blog

Our International Sports Law Diary

“Unpacking Doyen's TPO deals - Introduction”, Antoine Duval, 27 novembre 2015. Sur le même sujet, lire également Antoine Duval et Oskar van Maren (ici), 02 décembre 2015.

EJIL: Talk! - Blog of the European Journal of International Law

“A “Legally Binding Treaty” or Not? The Wrong Question for Paris Climate Summit”, Joost Pauwelyn et Lilliana Andonova, 04 décembre 2015.

“How the Ambiguity of Resolution 2249 Does Its Work”, Marko Milanovic, 03 décembre 2015.

“Discussion of Stefan Talmon's “Determining Customary International Law: The ICJ's Methodology between Induction, Deduction and Assertion””, Dapo Akande, 27 novembre 2015. Sur le même sujet lire la réponse de Stefan Talmon du même jour (ici), ainsi que les contributions d'Omri Sender et Michael Wood (ici), Harlan G. Cohen (ici), Stefan Talmon (ici) et Fernando Lusa Bordin (ici), respectivement du 30 novembre 1^{er}, 02 et 03 décembre 2015.

“Was the Downing of the Russian Jet by Turkey Illegal?”, Kubo Mačák, 26 novembre 2015.

“The new enemy of mankind: The Jurisdiction of the ICC over members of “Islamic State””, Kai Ambos, 26 novembre 2015.

“Permanent Imminence of Armed Attacks: Resolution 2249 (2015) and the Right to Self Defence Against Designated Terrorist Groups”, Marc Weller, 25 novembre 2015.

“Russia's Intervention in Syria”, Laura Visser, 25 novembre 2015. Lire également Abdulhay Sayed (ici), 24 novembre 2015.

“The Constructive Ambiguity of the Security Council's ISIS Resolution”, Dapo Akande et Marko Milanovic, 21 novembre 2015.

ERIC POSNER

Kirkland and Ellis Distinguished Service Professor of Law, University of Chicago

“Are We at War with Russia?”, Eric Posner, 24 novembre 2015.

ESIL Reflections

“If International Judges Say So, It Must Be True: Empiricism or Fetishism?”, Jean d'Aspremont, Vol 4, n°9.

“In Search of International Impartiality”, Frédéric Mégret, Vol 4, n°8.

“Israel and the United Nations”, Stephen J. Toope, Vol 4, n°7.

herbert smith freehills - Public international law blog

“English High Court orders payment of \$100m arbitral peremptory order, denying KRG claim to immunity”, Andrew Cannon, 04 décembre 2015.

International Law Blog

“The Comoros situation, the Pre-Trial Chamber and the Prosecutor: the Rome Statute’s system of checks and balances is in good health”, Giulia Pecorella, 30 novembre 2015.

International Law Studies

“Child Soldiers: More Victims than Perpetrators”, Lisa Dallessandro, 22 novembre 2015.

IntLawGrrls

“Website launch: Ad Hoc Tribunals Oral History Project”, Leigh Swigart, 03 décembre 2015.

“Litigating for Compensation for the Acquitted”, Beth S. Lyons, 21 novembre 2015.

Library blog - Peace Palace Library

“South-Africa and the Future of (Il)legal Trade in Rhino Horn” F. De Jonge, 27 novembre 2015.

MJIL Blog – Blog of Michigan journal of international law

“Paris Attacks: An “Act of War”? Terrorism’s Place in International Law”, Katrien Wilmots, Vol. 37, 03 décembre 2015.

“Exercises in Futility: Can Military Exercises Constitute Provocation for an Attack in Anticipatory Self-Defense?”, Cody Marden, Vol 37, 30 novembre 2015.

“UN Peacekeeping Forces: Blind Boxers and Blue-Hatted sitting Ducks”, Richard Self, Vol 37, 25 novembre 2015.

“Offensive Autonomous Weapons: Should We Be Worried?”, Christian Husby, Vol 37, 23 novembre 2015.

“Under the U.N. Convention on the Law of the Sea, Can China Adversely Possess and Militarize Islands of the South China Sea?”, Lauren Richards, Vol 37, 09 novembre 2015.

MJIL Blog – Minnesota Journal of International Law

“The Rise of Virtual Law Firms: Allowing Firms to More Easily Expand Internationally”, Amber Kraemer, 04 décembre 2015.

“The Unprotected Consumers in the App Market”, Dong Lee, 02 décembre 2015.

“Preventing Athletes from Doping Continues to be a Hurdle for Sport’s Authorities”, Andy Dykstra, 30 novembre 2015.

“Cyber war against Terrorism: Do citizen hackers really help?”, Yujin Sung, 27 novembre 2015.

“House Proposal for Greater Security Checks”, MJIL Contributeur, 24 novembre 2015.

“Comparing the Legal Education in the U.S. and China”, Cara Tang, 22 novembre 2015.

North Carolina Journal of International Law and Commercial Regulation – Blog

“Security Council resolutions fail to buttress common anti-ransom policy”, Jennie L. Cunningham, 24 novembre 2015.

Opinio Juris

“Crunch Issues in Paris”, Daniel Bodansky, 06 décembre 2015.

“On the Legitimacy of the Settlements: A Legal and Historical Perspective”, Lorenzo Kamel, 04 décembre 2015.

“State Department Confirms that Senators Rubio and Cotton were Right, Professors Ackerman and Golove were Wrong”, Julian Ku, 03 décembre 2015.

“What Would Constitute Success in Paris?”, Daniel Bodansky, 30 novembre 2015. Sur le même theme, lire également Julian Ku (ici), 16 novembre 2015.

“Whale Wars Truce is Over! Japan Will Resume Whaling Despite ICJ Ruling”, Julian Ku, 30 novembre 2015.

“More on Why the U.S. Is Not Violating the Outer Space Treaty By Allowing Asteroid Mining”, Julian Ku, 29 novembre 2015. Lire également la contribution de l’auteur en date du 25 novembre 2015 (ici).

“The UK Government’s Position on Unwilling & Unable”, Jens David Ohlin, 26 novembre 2015. Lire également Deborah Pearlstein (ici), 09 novembre 2015.

“Apparently, I’m a 9/11 Truther (Al-Bahlul Revisited)”, Kevin Jon Heller, 24 novembre 2015.

OUPblog
Oxford University Press's Academic Insights for the Thinking World

“The EU and public procurement law”, Christopher H. Bovis, 1er décembre 2015.

“Climate change in the courts: challenges and future directions”, Ioanna Hadjiyianni, Stephen Minas et Eloise Scotford, 30 novembre 2015.

“The need for immediate presidential action to close Guantanamo”, Robert H. Wagstaff, 30 novembre 2015.

“Should intellectual property be abolished?”, Jonathan D.C. Turner, 24 novembre 2015.

“How fair are criticisms of the ICC?”, Carsten Stahn, 23 novembre 2015.

Pace International Law Review Blog

“Answering the Pope’s Call for Climate Change Action: The General Assembly’s Sustainable Development Goals”, Rebecca Arbolino, 04 novembre 2015.

QIL : Questions of International Law,
Questions de Droit International, Questioni di Diritto Internazionale

“Assessing the requirements for the indication of provisional measures by ITLOS: The order of 24 August 2015 in the Enrica Lexie case”, Paolo Palchetti et Maurizio Arcari, 30 novembre 2015. Sur le même thème, lire également Massimo Lando (ici) et Irini Papanicolopulu (ici).

*Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen*

“Research questions arising from practice of law”, Leonie Vierck et Markus Böckenförde, 04 décembre 2015.

“Symposium: Prior consultation in Latin America – The Case of Brazil”, Charlotte Schumann, 25 novembre 2015.

Dernières jurisprudences en rapport avec le droit international

CEDH (arrêts d'importance 1)

Avec la contribution de Charlotte Blanc-Fily

Affaire Qing c/ Portugal, 5 novembre 2011, n°69861/11 (uniquement en anglais) – (Extradition vers la République de Chine – Droit des étrangers – Traité d'extradition entre le Portugal et la République de Chine - Allégation de détention contraire aux exigences relatives au délai raisonnable – Violation de l'article 5§3 de la Convention européenne)

Affaire Henrioud c/ France, 5 novembre 2011, n°21444/11 (Droit international privé – Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants – Allégation de violation de l'article 8 de la Convention européenne relatif au respect de la vie privée et familiale en raison d'un manquement aux obligations positives de l'Etat français de déployer des moyens suffisants et adéquats pour permettre le droit au retour des enfants – Obligation positive procédurale - Excès de formalisme par la Cour de cassation française – Non-violation de l'article 8 de la Convention européenne)

Affaire A.Y. c/ Grèce, 5 novembre 2011, n°58399/11 (Droit des étrangers – Ressortissant irakien ayant collaboré avec les forces américaines en Irak – Menaces de mort dans son pays d'origine – Entrée irrégulière sur le territoire grec - Allégation d'un risque de mauvais traitements et d'atteinte à sa vie en cas de renvoi dans son pays d'origine – Détention au poste-frontière – Violation de l'article 3 de la Convention en raison des conditions de détention du requérant au poste-frontière – Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés – Procédure d'asile – Violation de l'article 3 combiné avec l'article 13 de la Convention européenne en raison des défaillances du système grec d'asile – Précédent jurisprudentiel : Cour eur. dr. h., GC, M.S.S. c/ Belgique et Grèce du 21 janvier 2011)

Cour de Justice de l'Union européenne

Avec la contribution de Charlotte Blanc-Fily

Affaire Tecom Mican et Arias Dominguez, 11 novembre 2015, C-223/14 (Droit international privé – Convention de la Haye relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale du 15 novembre 1965 – Règlement 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil, du 13 novembre 2007, relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale – Coopération judiciaire en matière civile - Notion d'acte extrajudiciaire – Conception large – Incidence transfrontière de la transmission d'un acte judiciaire – Condition d'applicabilité du règlement 1393/2007 – Inclusion dans la notion d'acte extrajudiciaire des actes privés dont la transmission formelle à leur destinataire résidant à l'étranger est nécessaire à l'exercice, à la preuve ou à la sauvegarde d'un droit ou d'une prétention juridique en matière civile ou commerciale)

Affaire P. c/ Q., 19 novembre 2015, C-455/15 PPU (Droit international privé – Coopération judiciaire en matière civile - Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale - Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, conclue à La Haye le 25 octobre 1980 - Règlement n° 2201/2003 - refus de reconnaître la décision d'une juridiction d'un autre État membre qui a statué sur la garde d'un enfant – Intérêt supérieur de l'enfant - En l'absence d'une violation manifeste d'une règle de droit considérée comme essentielle ou d'un droit reconnu comme fondamental, impossibilité de refuser de reconnaître la décision d'une juridiction d'un autre État membre)

Affaire Duval, 26 novembre 2015, C-44/15 (Droit international économique – Union douanière et tarif douanier commun – Organisation mondiale des douanes - Convention internationale du 14 juin 1983 sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises conclue à Bruxelles)

Tribunal de l'Union européenne

Avec la contribution de Charlotte Blanc-Fily

Affaire North Drilling c/ Conseil, 19 novembre 2015, T-539/14 (Politique étrangère et de sécurité commune – Résolution 1929 du Conseil de sécurité des Nations-Unies du 9 juin 2010 relative à l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran pour entraver la prolifération nucléaire - Décision 2010/413/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran - Règlement (UE) n° 267/2012 concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran - Gel des fonds – Allégation d'une violation de l'obligation de motivation – Allégation d'une violation du droit à une protection juridictionnelle effective – Allégation d'une violation du droit de propriété – Allégation d'une violation du principe d'égalité de traitement – Allégation d'une interprétation incorrecte des règles juridiques – Annulation avec effet immédiat de l'article 1^{er} de la décision 2014/222/PESC du Conseil, du 16 avril 2014 – Défaut de preuve de l'activité répréhensible de la société North Drilling)

Affaire NICO c/ Conseil, 26 novembre 2015, T-371/14 (Politique étrangère et de sécurité commune – Mesures restrictives prises à l'encontre de l'Iran dans le but d'empêcher la prolifération nucléaire – Gel des fonds – Obligation de motivation – Erreur manifeste d'appréciation - Résolution 1929 (2010) du Conseil de sécurité des Nations-Unies - Décision 2010/413/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran – Décision 2012/35/PESC du Conseil - Rejet du recours)

Affaire HK Intertrade Co. Ltd c/ Conseil, 26 novembre 2015, T-159/13 et T-372/14 (Politique étrangère et de sécurité commune – Mesures restrictives prises à l'encontre de l'Iran dans le but d'empêcher la prolifération nucléaire – Gel des fonds - Résolution 1929 (2010) du Conseil de sécurité des Nations-Unies - Décision 2012/35/PESC du Conseil – Allégation d'une quintuple violation : violation du droit d'être entendu, violation de l'obligation d'effectuer une notification adéquate, violation de l'obligation de motivation, violation des droits de la défense, erreur manifeste d'appréciation – Rejet du recours)

CIRDI

Avec la contribution de Vincent Bélier

February 25th, 2008 - *Electrabel S.A. v. Hungary* (ICSID Case No. ARB/07/19) Decision on the Claimant's Proposal to Disqualify a Member of the Tribunal

August 24th, 2015 - *Dan Cake (Portugal) S.A. v. Hungary* (ICSID Case No. ARB/12/9) Decision on Jurisdiction and Liability

November 2nd, 2015 - *Occidental Petroleum Corporation and Occidental Exploration and Production Company v. Republic of Ecuador* (ICSID Case No. ARB/06/11) Decision on Annulment

November 3rd, 2015 - *Adel A Hamadi Al Tamimi v. Sultanate of Oman* (ICSID Case No. ARB/11/33) Award

November 4th, 2015 - *Poštová banka, a.s. and ISTROKAPITAL SE v. Hellenic Republic* (ICSID Case No. ARB/13/8) Procedural Order No. 1

November 5th, 2015 - *Nabucco Gas Pipeline International GmbH in Liq. v. Republic of Turkey* (ICSID Case No. ARB/15/26) Order of the Secretary-General Taking Note of the Discontinuance of the Proceeding

CIDH

Avec la contribution de Marie Rota

Lors de sa 110^e période ordinaire de session (San José, Costa Rica, 31 août - 4 septembre 2015), la Cour interaméricaine a adopté quatre décisions. L'une d'entre elle a été publiée ce mois-ci sur le site de la Cour :

Cour IDH, *Comunidad Campesina de Santa Bárbara c. Pérou*, exceptions préliminaires, fond, réparations et dépens, 1^{er} septembre 2015, série C, n° 299.

Disparitions forcées ; Droit à la liberté personnelle, à l'intégrité, à la vie et à la reconnaissance de la personnalité juridique. Droits de l'enfant. Droit de propriété et à la vue privée et familiale. Garanties et protection judiciaires. Droit à l'intégrité des membres de la famille des disparus.

La Cour a par ailleurs tenu sa 111^e période ordinaire de session du 28 septembre au 9 octobre 2015 à San José, (Costa Rica). Six décisions ont été adoptées et une seule a été publiée sur le site de la Cour ce mois-ci :

Corte IDH, *López Lone et autres c. Honduras*, exceptions préliminaires, fond, réparations et dépens, 5 octobre 2015, série C, n° 302.

Droits politiques, liberté d'expression, liberté de réunion, liberté d'association ; Garanties et protection judiciaires.

Conseil d'État français

Avec la contribution de Raphaël Maurel

Mme G...., 10 / 9 SSR, n°372121, 12 novembre 2015, concl. Crépey

Article 8 de la CEDH

Les dispositions de l'article L. 1244-6 du code de la santé publique selon lesquelles un médecin peut accéder aux informations médicales non identifiantes relatives à l'auteur d'un don de gamètes en cas de nécessité thérapeutique doivent s'entendre comme ne faisant pas obstacle à ce que de telles informations soient obtenues à des fins de prévention, en particulier dans le cas d'un couple de personnes issues l'une et l'autre de dons de gamètes. Si ces données ne sont accessibles qu'au médecin et non à la personne elle-même, la conciliation des intérêts en cause ainsi opérée et la différence de traitement entre le médecin et toute autre personne relèvent de la marge d'appréciation que les stipulations de l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) réservent au législateur national, eu égard notamment aux inconvénients que présenterait la transmission de ces données aux intéressés eux-mêmes par rapport aux objectifs de protection de la santé, de préservation de la vie privée et de secret médical.

M. A...., 10 / 9 SSR, n° 381171, 9 novembre 2015, concl. Bretonneau.

Portée du droit primaire de l'UE / Impossibilité d'invoquer le droit de l'Union devant le juge administratif / PGD de l'UE.

Il résulte de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne que l'article 41 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable) s'adresse non pas aux Etats membres mais uniquement aux institutions, organes et organismes de l'Union. Ainsi, le moyen tiré de sa violation par une autorité d'un Etat membre est inopérant.

Il résulte de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne que le droit d'être entendu fait partie intégrante du respect des droits de la défense, principe général du droit de l'Union. Il appartient aux Etats membres, dans le cadre de leur autonomie procédurale, de déterminer les conditions dans lesquelles le respect de ce droit est assuré. Ce droit se définit comme celui de toute personne de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours d'une procédure administrative avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts. Il ne saurait cependant être interprété en ce sens que l'autorité nationale compétente est tenue, dans tous les cas, d'entendre l'intéressé lorsque celui-ci a déjà eu la possibilité de présenter, de manière utile et effective, son point de vue sur la décision en cause.

M. O..., 2 / 7 SSR, n°387245, 9 novembre 2015, concl. Domino

Article 3 de la CEDH / application de la jurisprudence de la CEDH

L'article 3 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) fait obstacle à l'extradition d'une personne exposée à une peine incompressible de réclusion perpétuelle, sans possibilité de réexamen et, le cas échéant, d'élargissement.

CPI

Avec la contribution de Aurore Stephan

CPI, ICC-01/04-01/07, Situation en République Démocratique du Congo, Le Procureur c. Germain Katanga, 13 novembre 2015, Decision on the review concerning reduction of sentence of Mr Germain Katanga.

Germain Katanga avait été condamné le 23 mai 2014 à une peine de 12 ans d'emprisonnement après avoir été déclaré coupable, en tant que complice, d'un chef de crime contre l'humanité (meurtre) et de quatre chefs crimes de guerre (meurtre, attaque contre une population civile, destruction de biens et pillage) commis le 24 février 2003, lors de l'attaque contre le village de Bogoro, dans le district de l'Ituri en République démocratique du Congo (RDC). Compte tenu du temps qu'il avait déjà passé en détention avant sa condamnation, le 18 septembre 2015, il avait effectué les deux tiers de sa peine. L'article 110 du Statut de la CPI prévoyant que « [l]orsque la personne a purgé les deux tiers de sa peine [...] la Cour réexamine la peine pour déterminer s'il y a lieu de la réduire », la Cour d'appel de la CPI a réexaminé la peine prononcée à l'encontre de M. Katanga et a décidé de fixer la fin de sa peine au 18 janvier 2016. Pour justifier sa décision, la Chambre d'appel s'est appuyée notamment sur la volonté de M. Katanga de coopérer avec la Cour depuis le début de la procédure à son encontre, le fait que M. Katanga a désavoué ses crimes en détention, l'existence de possibilités de resocialisation et de réinsertion réussie de M. Katanga, un changement dans les circonstances personnelles de M. Katanga et le fait que M. Katanga a, à plusieurs reprises, reconnu sa responsabilité pour ses crimes et exprimé ses regrets pour les préjudices occasionnés aux victimes.

Pour info :

Procès Hissène Habré : le procès de l'ancien chef d'Etat tchadien se poursuit devant les Chambres africaines extraordinaires au Sénégal. Outre les accusations de torture, des femmes venues témoigner ont dénoncé les nombreux viols dont elles auraient été victimes sous le régime d'Hissène Habré et pour certaines de la part même de l'accusé. Le verdict du procès a été repoussé au mois de janvier.

Activités du Conseil de Sécurité des Nations Unies

S/RES/2250 (2015), 9 décembre 2015 : Maintien de la paix et de la sécurité internationales

S/RES/2249 (2015), 20 novembre 2015 : Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

Compte-rendu et actes de colloques

N'hésitez pas à nous transmettre les liens vers les contributions écrites, filmées ou les compte-rendu de colloques où au moins une intervention a porté sur du droit international public ou privé.

Le droit contre-attaque. Quels rapports entre Star Wars et le droit ?

Le 3 décembre 2015 s'est tenue à Strasbourg la soirée d'études, organisée par l'association MediaDroit. Les interventions filmées sont disponibles ici : <http://www.canalc2.tv/video/13603>

L'après Charlie. Quelles réponses juridiques ?

Le 20 mars 2015 s'est tenue à l'Université Paris 8 une journée des Rencontres organisée par le Laboratoire Forces du droit.

Les contributions écrites sont disponibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme : <http://revdh.revues.org/1462>

Le progrès et le droit

Le 12 février 2014 s'est tenu à Tours un colloque organisé par l'association Hémisphère Droit.

Les contributions écrites sont disponibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme : <http://revdh.revues.org/1463>

Prochains colloques & séminaires

Plus d'informations sont disponibles sur le site de la SFDI
<http://www.sfdi.org/actualites/>

18 décembre

Journée d'études « Ethique globale, affirmations identitaires et culturelles et droit international de l'économie »

Organisée Université de la Vallée d'Aoste

[Programme](#)

17 décembre

Conférence du Pr Alain Pellet « Plaider devant les juridictions internationales »

Organisée par Université Paris Ouest Nanterre La Défense/ CEDIN

[Programme](#)

15 décembre

Conférence du Juge J.-P. COT « L'avis du Tribunal international du droit de la mer du 2 avril 2015 sur la pêche illicite »

Organisée par Paris I/ IREDIES

[Programme](#)

Candidatures prix

La procédure de candidature aux Pris de la SFDI (prix Suzanne-Bastid pour les thèses de droit international et prix Jacques-Mourgeon pour les thèses relatives aux droits d l'homme) est ouverte. Plus de détail sur les procédures, [ici](#) !

Suggestion de (re)lecture

Nous vous proposons chaque mois de découvrir ou de redécouvrir un article ou un dossier sur un auteur. Vous pouvez bien évidemment nous faire des propositions tout au long du mois avec les références que vous souhaiteriez voir apparaître – sous réserve des droits d'auteurs et d'éditeurs.

Pour ce mois-ci, nous avons choisi :

J. Verhoeven, « Les étirements de la légitime défense », *AFDI*, 2002, pp. 49-80.

Bonne lecture !